

“Il faut remettre la banque au milieu du village, au service de sa communauté”

Un plaidoyer en faveur des banques de proximité, pour rompre avec les mauvaises habitudes d'un système bancaire financiarisé à l'excès tournant au bénéfice de quelques-uns



ROMUALD MEIGNIEUX / SIPA

“Les mauvaises habitudes ont repris de plus belle dans le secteur bancaire. Et en pire car cette fois, contrairement à hier, on ne peut plus dire qu'on n'en connaît pas les conséquences négatives.”

Stress test réussis ou pas, Christophe Nijdam, analyste bancaire, est toujours autant inquiet sur l'état de la finance mondiale qu'auparavant. “Il reste largement de quoi la remettre, et avec elle l'économie réelle, une nouvelle fois dans le fossé” s'alarme-t-il. C'est que les réformes menées jusqu'ici n'ont pas touché à l'essentiel, à savoir la confusion au sein des établissements bancaires entre les activités de dépôts/crédits et les activités de marché. Un facteur de risque systémique qu'il analyse, parmi trente autres questions, avec Jézabel Couppey-Soubeyran dans un petit livre très pédagogique édité à la Documentation française, *Parlons banque**. Christophe Nijdam rêve d'une banque de proximité placée symboliquement “au milieu du village” pour se mettre “au service de sa communauté”. Une vision qu'il n'hésite pas à qualifier “d'humaniste”. Il tourne

son regard vers le modèle des Caisses d'Épargne locales allemandes, les fameuses Sparkassen. “Le côté ‘pieds bien ancrés dans la glaise du terrain’ des Sparkassen ne les empêche pas, bien au contraire, de financer très bien le Mittelstand allemand. On se dit que l'on serait bien heureux si l'on avait en France la même chose.”

* “Parlons banque en 30 questions” – La documentation française

Le côté “pieds bien ancrés dans la glaise du terrain” des Sparkassen ne les empêche pas, bien au contraire, de financer très bien le Mittelstand allemand. On se dit que l'on serait bien heureux si l'on avait en France la même chose

ENTRETIEN MENÉ PAR PHILIPPE PLASSART

“La crise est finie. La preuve ? Nos établissements ont résisté aux stress tests. Qu'on nous laisse maintenant en paix et tout ira bien dans le meilleur des mondes...” Ce discours lénifiant des banquiers est bien loin de la réalité car dans les faits, les mauvaises habitudes ont repris de plus belle dans le secteur bancaire. Et en pire car cette fois, contrairement à hier, on ne peut plus dire qu'on n'en connaît pas les conséquences négatives. En France, la crise a démarré, on s'en souvient, à l'été 2007, avec le gel soudain des Sicav monétaires de trois institutions financières françaises. En cause ? La présence en leur sein de subprimes titrisés pour booster leur rendement, alors que les Sicav monétaires sont censées être des placements totalement sûrs, ou en tout cas à très faible risque. Or qu'observe-t-on à nouveau aujourd'hui ? Alors que le taux du marché monétaire au jour le jour (Eonia) ne s'élève qu'à 0,15 % en moyenne depuis le début de l'année – la référence pour les placements sans risque –, on voit des grandes Sicav monétaires servir des rendements sensiblement supérieurs, aux alentours de 1 %. Les succédanés des subprimes de 2007 sont de retour et, avec eux, le risque de crise. Ils prennent la forme cette fois-ci de junk bonds d'entreprise, subrepticement déversés des “books” des salles de marché dans les Sicav des clients. Les leçons de la crise n'ont décidément pas été retenues. Le contexte n'a pourtant peut-être jamais été aussi dangereux qu'actuelle-

ment, avec la perspective d'une remontée des taux d'intérêt à partir du niveau très bas où ils sont. Et en cas de remontée trop rapide, gare alors au money market fund run et au retour du risque systémique.

Le risque systémique, toujours aussi présent

Le plus gros risque bancaire, c'est le risque systémique. Qu'une banque prenne des risques de crédit vis-à-vis, par exemple, d'une PME, cela fait partie de son métier, à charge pour elle de bien les contrôler. Le problème vient de ce que les très grosses banques, en allant de plus en plus sur les marchés financiers via notamment les produits dérivés, ont tissé entre elles des interconnexions si denses que si l'une d'entre elles trébuche, elle est susceptible d'entraîner toutes les autres dans sa chute. Plus que jamais, on vit avec ce risque. Le volume des produits dérivés a atteint à la fin 2013 de l'ordre de 710 000 milliards de dollars, soit un niveau supérieur à celui d'avant la crise de 2007. Des mesures de régulation ont certes été prises mais faute d'agir à la source des problèmes, les risques persistent. Il reste largement de quoi remettre la finance – et avec elle l'économie réelle – une nouvelle fois dans le fossé. La crise de 2007 a été la conséquence de la dérégulation menée les années auparavant, et non pas, comme le racontent les banques, d'un excès de régulation. Quant aux nouvelles mesures de régulation prises depuis 2007, elles ont été bien trop parcellaires et consciencieusement détricotées par les lobbys bancaires, après les effets d'annonce des politiques pour régler les problèmes. Une carence qui, pour autant, n'empêche pas les banques – ni Bruxelles – de dire que le temps est maintenant venu, après avoir beaucoup régulé, de faire place à la croissance, autrement dit de lâcher la bride.

Le travail inachevé de Bâle III

Bâle III – plus de 600 pages ! – a renforcé les ratios de solvabilité. Ces derniers font le rapport entre d'un côté les fonds propres, qui doivent servir d'amortisseur quand une banque perd de l'argent, et de l'autre, des actifs classés en fonction

de leur risque qui vont des prêts au portefeuille de titres cotés en Bourse. Le problème est qu'on a laissé aux banques – en tout cas aux plus grandes d'entre elles – la possibilité d'auto-évaluer les risques de leurs actifs. Or les modèles utilisés pour cette évaluation se révèlent à l'usage complètement biaisés pour minimiser les risques, et donc les capitaux propres à mobiliser en regard de ces derniers. Les différences d'appréciation des risques entre établissements sont d'ailleurs en la matière considérables, preuve du caractère peu rigoureux de la méthode suivie. Bâle III a, par ailleurs, introduit un nouveau ratio, celui de la liquidité. Un ratio crucial tant il est vrai qu'une banque, comme n'importe quelle autre société, peut faire faillite, en premier lieu, pour cause de crise de trésorerie. La banque Dexia a ainsi fait faillite deux fois en moins de trois ans, alors qu'elle avait des ratios de solvabilité sensiblement supérieurs à ce qui était requis, à chaque fois parce qu'elle était à court de liquidité. Dans ce domaine, comme dans bien d'autres, les banques françaises, aidées en cela par la Deutsche Bank, ont œuvré pour atténuer la portée de ce ratio et son exigence de couverture. Elles ont réussi à faire passer le ratio de liquidité LCR, censé garantir la capacité d'une banque à tenir au moins 30 jours, de 100 % à 60 %, mais en fait à 48 % quand on intègre pleinement les modifications techniques du périmètre de calcul... Il y a enfin le ratio de levier qui rapporte la taille du bilan des banques à leurs fonds propres. Ce ratio basique est bien plus fiable que le ratio de solvabilité, car moins susceptible d'être trituré. Certains états-majors bancaires tendent néanmoins à le discréditer, arguant du fait que sa présence aux États-Unis avant 2007 n'a pas empêché la crise. Oubliant de dire que ce ratio avait été considérablement allégé en 2005, d'où tous les excès qui ont suivi. Le lobbying bancaire n'en a pas moins obtenu la non-prise en compte du montant “notionnel” des produits dérivés dans le ratio de levier, au prétexte que ces éléments, pourtant essentiels dans la propagation du risque systémique, ne figurent pas au bilan, à l'exception de leur valeur de marché qui est par nature haute-

“Ratio de solvabilité auto-évalué, ratio de liquidité détricoté, ratio de levier allégé... au final, les ratios de Bâle III, censés réguler, encadrent insuffisamment l'activité bancaire”

ment risquée à cause de l'effet de levier monstrueux que procurent ces dérivés. Ratio de solvabilité auto-évalué, ratio de liquidité détricoté, ratio de levier allégé... au final, les ratios de Bâle III, censés réguler, encadrent insuffisamment l'activité bancaire.

L'indispensable séparation des activités bancaires

La réforme de la structure des banques – consistant à séparer l'activité dépôts et crédits des activités de marché – est aujourd'hui au point mort. La réforme dite Moscovici, votée en 2013 en ce sens, était un leurre. La séparation qu'elle a mise en place ne sépare dans les faits rien. Son unique objectif – pour l'instant réussi – était en réalité d'enterrer les préconisations du rapport européen Liikanen, beaucoup plus ambitieux. Les Français ont tiré en premier, ils ont été suivis par les Allemands. Et même les propositions de l'ancien commissaire Michel Barnier, pourtant plus modestes, ont été contrecarrées. La réforme bancaire reste donc plus que jamais nécessaire. Ce point de vue n'a rien d'“ayatollesque”. Il résulte d'une réflexion informée et longuement mûrie, menée avec d'autres experts, autour des mécanismes de propagation de la crise financière. Quand on laisse le réacteur nucléaire au centre de la ville, cela ne veut pas dire qu'il va obligatoirement exploser, mais le jour où il explose, les dégâts sont beaucoup plus forts...

La banque universelle soulève deux types de problèmes. Premièrement, elle augmente le risque de liquidité, car les activités de marché et le réseau international en consomment par

“Le volume des produits dérivés a atteint à la fin 2013 de l'ordre de 710 000 milliards de dollars, soit un niveau supérieur à celui d'avant la crise de 2007. (...) Il reste largement de quoi remettre la finance – et avec elle l'économie réelle – une nouvelle fois dans le fossé”

Christophe Nijdam, analyste bancaire chez Alpha Value, co-auteur de *Parlons banque*

nature beaucoup. Deuxièmement, les activités de marché – celles en particulier sur les dérivés, intrinsèquement volatiles – peuvent mettre en risque l'ensemble des activités de l'établissement. Normalement, il appartient aux actionnaires et aux créanciers d'assumer les risques encourus et les pertes éventuelles, mais ce principe n'a pas été respecté durant la dernière crise, car l'application du "bail-in" (renflouement interne) aurait eu sans nul doute pour effet de relancer la crise à un degré supérieur. "Too big to fail": les États, s'ils peuvent rester insensibles au sort des petites banques, doivent inévitablement venir à la rescousse des plus grandes pour éviter le risque systémique, c'est le "bail-out" (renflouement externe). Mais fortes de cette assurance, les banques sont amenées à prendre encore plus de risques... et cela d'autant plus qu'elles bénéficient d'un coût de refinancement plus faible du fait précisément de leur statut de banque "too big to fail". Un comble, qui ne respecte même pas les principes de base du libéralisme! Le recentrage de l'activité des banques sur leur cœur de métier – la transformation des dépôts en crédits à l'économie réelle – est nécessaire. C'est pour assurer cette fonction que l'on a besoin des banques, et non pas pour qu'elles spéculent sur les marchés sous couvert de la caution inconsciente des contribuables, qui revient à "garantir" le bonus des traders alors qu'on doit tous se serrer la ceinture. Ma conviction est que la séparation se fera tôt ou tard car, au fond, il n'y a pas d'autre alternative viable. Les esprits avancent dans cette direction; pas assez vite, mais ils avancent. Cette séparation ne nous ramènerait après tout qu'à la situation qui prévalait encore il n'y a pas si longtemps. Contrairement à l'idée reçue, véhiculée par les banquiers, le schéma de la banque universelle – qui n'est pas en soi une vérité "universelle" comme son appellation le laisse habilement croire – n'est pas ancien. Les premières véritables banques de ce type ont été créées dans les années 1990-2000: rachat d'Indosuez par le Crédit Agricole en 1996, de Paribas par BNP en 1999, puis la création du "monstre" Natixis en 2006 par le rachat de CDC Ixis.

Le modèle allemand des Caisses d'Épargne locales (Sparkassen)

Les dépôts constituent la matière première d'une banque qu'elle "transforme" en la représentant à l'économie réelle. Ils doivent servir à financer les particuliers, les PME ou les entreprises plus grandes situées à proximité du réseau bancaire. C'est ce que font très bien les mutualistes sur le terrain (Caisses régionales du Crédit Agricole, des Banques Populaires, du Crédit Mutuel, etc.). Le problème des grandes banques françaises ne se situe pas au niveau des échelons régionaux (ceux-là drainent l'épargne locale et reprêtent localement en recourant le cas échéant à des mécanismes de mutualisation du refinancement entre régions), mais au niveau des maisons mères (BPCE, Crédit Agricole SA, BNP Paribas, Société Générale...) qui ont fait parfois n'importe quoi. Il y a en France quatre banques de taille systémique, contre une seule en Allemagne (la Deutsche Bank). Et si l'on met à part les Landesbank qui se sont lancées, comme nos banques, dans des activités de marché complètement aventureuses du type subprimes, le modèle allemand, avec ses 1500 Caisses d'Épargne locales (Sparkassen), est le bon. Ces Sparkassen sont des banques de proximité, mais leur côté "pieds bien ancrés dans la glaise du terrain" – elles n'ont pas de produits dérivés dans leurs comptes – ne les empêche pas, bien au contraire, de financer très bien le Mittelstand allemand. On se dit que l'on serait bien heureux si l'on avait en France la même chose. Cela devrait être possible en s'appuyant sur notre système bancaire de proximité. Le taux d'épargne des Français est un des plus hauts d'Europe et de deux à trois plus élevés que celui des pays anglo-saxons. Mais hélas, on préfère en appeler à nos "champions nationaux" bancaires pour financer nos exporta-



"Ma conviction est que la séparation des activités bancaires se fera tôt ou tard car, au fond, il n'y a pas d'autre alternative viable."

tions, avec les piètres résultats que l'on connaît.

De l'utilité des banques

Il est temps de remettre la banque au milieu du village, au service de sa communauté. Être banquier, c'est un métier noble et passionnant, et je suis fier de l'avoir été. Jusqu'aux dévoiements de la période récente, le banquier avait une véritable utilité sociale reconnue, celle de transformer les dépôts en prêts à l'économie réelle. Le banquier faisait partie des gens tout à fait respectables comme l'avocat, le notaire, le médecin, le curé ou l'instituteur. Il était utile et respecté parce qu'il était proche. Un banquier de proximité regarde droit dans les yeux ses clients avant de leur prêter – ou pas – de l'argent. Une relation humaine, basée sur la confiance, qui n'a rien à voir avec celle du trader face à son ordinateur, qui appuie sur des touches sans voir les conséquences de son geste. Remettre la banque au milieu du village, cela veut dire revenir au métier principal de la banque, mais sûrement pas revenir à l'âge de pierre de la finance. La prise de risque sera toujours là, mais le risque est mieux contrôlé car un banquier de proximité connaît ses clients sur le bout des doigts, puisqu'il peut mesurer leur pouls au quotidien via la tenue de leurs comptes courants. Alors que dans une salle de marchés, les opérateurs gèrent des flux en étant complètement détachés de la réalité, un sentiment exacerbé par l'énormité des bonus touchés. Tout le monde a l'impression que la banque gagne beaucoup d'argent alors que la prise de risque est monstrueuse...

La défense de l'intérêt général

Les politiques sont dépassés par la complexité des problèmes bancaires, que les banquiers s'ingénient à augmenter sur le mode "c'est trop compliqué, ne vous en mêlez pas". Résultat: les politiques s'en remettent à des experts qui sont en général tout sauf désintéressés, car volontaristes quand il s'agit de récupérer une partie de la subvention implicite des contribuables aux établissements "too big to fail". Les politiques devraient exiger de la simplification au nom de la défense de l'intérêt général, car la complexité est souvent le paravent d'intérêts particuliers. Les dirigeants bancaires ont laissé s'opacifier le fonctionnement des banques car ils y gagnaient financièrement. Et au bout du compte, le système est parti en vrille. Les actionnaires auraient certes dû prendre leurs responsabilités et exercer leur pouvoir de

"Remettre la banque au milieu du village, cela veut dire revenir au métier principal de la banque – transformer les dépôts en prêts à l'économie réelle –, mais sûrement pas revenir à l'âge de pierre de la finance"

contrôle mais, trop dispersés, ils ont laissé les managers faire ce qu'ils voulaient. La finance ne peut pas tourner au profit d'un petit nombre d'individus au détriment du plus grand nombre, le fameux 1% au détriment du 99% du mouvement américain "Occupy Wall Street" né dans une nation qu'on ne peut accuser de sentiments anti-libéraux. Il faut traiter les questions bancaires et financières dans une optique humaniste, c'est-à-dire en remettant l'homme au centre des décisions. Or les banques nous font toujours actuellement courir collectivement des risques déraisonnables. Je ne suis pas contre les banques – aucune économie ne peut vivre sans elles –, je veux simplement qu'elles soient gérées sagement. En paraphrasant Sacha Guitry, qui s'exprimait sur un sujet clairement politiquement incorrect aujourd'hui: "les banques, je ne suis pas contre; je suis au contraire tout contre, parce qu'on ne peut pas se passer d'elles et qu'on les aime tant".

L'avenir des banques alternatives

Le métier de banquier consiste, je l'ai déjà dit, à collecter des dépôts, mettre en place des moyens de paiement et consentir des crédits. Pour la collecte des dépôts, on peut effectivement se passer de la banque traditionnelle. Une société comme Alibaba a collecté plusieurs dizaines de milliards de dollars de dépôts via Internet en Chine. Un exemple appelé à se multiplier à l'avenir. Concernant les moyens de paiement, là non plus, les banques ne sont pas indispensables, comme on le voit avec le développement du Compte Nickel dans les bureaux de tabac, des Apple Pays, et autres PayPal qui lancent un vrai défi aux banques traditionnelles. Je suis en revanche plus sceptique quant au développement du "peer-to-peer lending", c'est-à-dire du circuit de prêts entre les particuliers et les PME, sans intermédiaire bancaire. Le vrai métier du banquier de proximité, sa valeur ajoutée en termes d'expertise, est dans l'évaluation du risque de crédit, avec son doigt sur le pouls quotidien de l'entreprise via la tenue du compte courant. Et je ne vois pas comment ces plateformes Internet pourraient se substituer à l'analyse bancaire du risque. Certes, des pionniers connaissent un certain succès porté par la vague de défiance à l'égard des banques traditionnelles, mais ils restent limités en taille. Et puis quelques "gadins" retentissants à venir entameront probablement le préjugé favorable à l'égard de ces plateformes qui ne sont pas faites fondamentalement pour distribuer des crédits. C'est la raison d'être des banques de transformer des dépôts à plus ou moins court terme en prêts. Mais la gestion responsable de ces dépôts n'a rien à voir avec les acrobaties financières que l'on a vu ces dernières années.

Bio express

Une vision "humaniste" de la finance

Christophe Nijdam est assurément légitime pour défendre sa vision "humaniste" de la finance parce qu'il en connaît, en tant que professionnel, les ressorts profonds. Avant de rejoindre en 2008 Alpha Value, leader européen en recherche indépendante sur les actions européennes, en tant qu'analyste bancaire, il a pratiqué, aux premières loges, la finance à New York dans les années 80-90, au sein de plusieurs établissements français (Crédit du Nord, Crédit Commercial de France, Crédit Lyonnais) puis pendant quatorze ans à la tête de CapitalAction, une société d'analyse indépendante. Soucieux de "démêler le vrai du faux" dans cette matière complexe, il vient de publier, à l'adresse d'un large public, avec Jézabel Couppey-Soubeyran, maître de conférences à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et conseillère technique au sein du Conseil d'Analyse Économique, *Parlons banque en 30 questions* à la Documentation française.